

le fait demeure qu'un parti qui s'efforce d'obtenir l'appui de toute la nation et qui se prétend national doit certainement être un parti qui ne s'appuie pas trop sur un soutien local ou régional. Il me semble qu'un parti qui se dit national devrait avoir une certaine considération pour les problèmes de l'agriculture sur le plan national, et prendre des mesures efficaces pour les résoudre, pouvant ainsi donner quelque espoir et quelque encouragement aux cultivateurs de l'Est du Canada. Le ministre de l'Agriculture, tant au cours de la campagne électorale qu'au cours des semaines qui ont suivi, a assuré aux cultivateurs de l'Est que, ayant résolu tous les problèmes de l'Ouest et ayant placé les cultivateurs de l'Ouest dans un état de prospérité sans précédent, et les ayant mis en mesure d'envisager un avenir prospère sans nuage, ayant fait tout cela pour l'Ouest, dis-je, il serait bientôt prêt à consacrer son habileté et son dévouement sans égal à la cause de l'agriculture, presque exclusivement au profit des Canadiens de l'Est qui s'adonnent à cette industrie. Ainsi que l'honorable député d'Assiniboia l'a dit ce matin, après que le ministre de l'Agriculture eut effectivement promis ou fait entrevoir aux cultivateurs de l'Est canadien qu'il tiendrait compte de leurs besoins, il les a bel et bien, par la suite, menacés de supprimer l'aide qu'ils recevaient si rien n'était fait à propos du problème laitier.

Depuis que le ministre a fait cette promesse aux agriculteurs de l'Est canadien, on n'a pas fait grand-chose de constructif. Il a menacé l'industrie laitière et lui a fixé un délai pour redresser la situation de la surproduction de beurre ou en subir les conséquences. Son ministère n'a donné à l'industrie laitière aucun autre conseil, à cet égard, que celui par trop ingénu et, par conséquent, très peu pratique, que de passer de la production laitière à la production du bœuf.

Ainsi que M. H. L. Patterson, du ministère de l'Agriculture de l'Ontario, l'a signalé, les cultivateurs paient encore des taux d'intérêt de 18 p. 100 et, pour la plus grande partie des emprunts, l'éventail des taux d'intérêt va de 12 à 24 p. 100. Cette cherté du crédit empêche bien des cultivateurs de s'orienter vers la production du bœuf, étant donné les mises de fonds considérables à faire.

Lorsqu'un cultivateur décide d'abandonner la production laitière au profit de celle des bovins, il a besoin de deux fois plus de terrain et de deux fois plus de vaches pour pouvoir maintenir un revenu égal à celui qu'il retirait précédemment. D'après les estimations du ministère ontarien de l'Agriculture, l'éleveur qui vend le lait ou le transforme en produits laitiers retire par année \$109 d'une vache de boucherie en comparaison de \$240

d'une vache laitière, y compris la valeur du veau. De plus, le ministère ontarien estime que le cultivateur qui vend le lait sous contrat retire par vache environ \$400.

Comme le gouvernement par les mesures qu'il a prises pour s'attirer des avantages politiques, a aidé l'industrie laitière à se mettre dans sa situation actuelle, qu'il prenne maintenant l'initiative—je le lui suggère en toute déférence—qu'il prenne les devants pour résoudre ses problèmes.

Pour les raisons que j'ai déjà exposées et pour d'autres, les producteurs laitiers ne peuvent se lancer dans l'élevage du bœuf de boucherie aussi simplement que le ministre de l'Agriculture voudrait nous le faire croire. La production laitière, comme du reste les autres spécialisations agricoles, devient une profession qu'il n'est pas facile de changer. Dans bien des cas, à cause du manque d'argent ou, je le répète, du coût élevé de l'argent, il est impossible au producteur laitier de commencer l'élevage du bœuf de boucherie, ainsi que le ministre et son ministère le proposent.

Pour le moment, le ministre n'a pas montré à l'industrie laitière comment elle pouvait résoudre le problème que j'ai exposé. Il lui a donné un ultimatum, il l'invite à quelque chose d'impraticable. En l'absence de toute politique du gouvernement dans la grave conjoncture actuelle, j'aurais quelques propositions à faire au sujet de l'industrie laitière et des problèmes qui l'assaillent.

Tout d'abord, le ministère pourrait étudier la possibilité de vendre plus de fromage à l'étranger. Il pourrait s'assurer si nous avons un programme efficace pour stimuler la vente du fromage. Le ministère pourrait remanier ce programme pour en combler les lacunes, afin de s'assurer que la plus grande part possible de la production laitière est transformée en fromage.

En deuxième lieu, la proposition ou l'ultimatum du ministre, si vous voulez, visant à inciter les producteurs laitiers à réduire leur production est une façon négative d'aborder le problème. Ce n'est certes pas l'attitude positive que les cultivateurs sont en droit d'attendre du ministre de l'Agriculture. Une telle proposition équivaldrait, en fait, à faire disparaître bon nombre de nos petites fermes. Je rappelle au ministre et au gouvernement que notre pays a été bâti grâce à la ténacité, à l'acharnement et aux efforts de petites gens qui sont partis de rien.

M. Bigg: Quand avez-vous découvert cela?

M. Honey: Je l'ai découvert parce que j'ai grandi avec ces gens qui ont déployé leurs efforts avec ténacité et acharnement. Je dis à mes honorables amis d'en face qu'ils ne pour-